



ON PEUT GAGNER ! ON DOIT GAGNER !

En bon cynique (ou en mauvais stratège ?), Macron, défait – et à tout dire démonétisé aux yeux d'une partie de la bourgeoisie –, a donc permis au loup brun d'entrer dans la bergerie. Mais face à l'imminence de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, la gauche a réussi à faire en quatre jours ce qu'elle espérait pouvoir faire en plus de deux ans : elle a conclu un accord de répartition des circonscriptions et a rédigé un programme de gouvernement de rupture.

VIVE LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE !

Qu'il est loin le temps où, en raison des petites phrases et des positionnements clivants des uns et des autres, l'unité semblait une chimère ! Voici venu le nouveau Front populaire !

La pression de la jeunesse, des syndicalistes et, plus généralement, du peuple de gauche – comme l'ont montré avec force les rassemblements du samedi 15 juin partout en France – a débloqué la situation et, à l'heure des périls, ouvre les possibles. Non, la victoire du R-haine n'est pas inéluctable ! Oui, nous pouvons gagner et gouverner ensemble ! Une condition pour cela, maintenant que le principe d'une candidature unique de la gauche dans chaque circonscription est acquis : mener une campagne centrée sur les questions sociales. Car c'est en prouvant que, pour mieux vivre collectivement, il faut aller chercher l'argent dans les coffres pleins à ras-bord des ultra-riches et des grandes entreprises, et non dans les poches des migrants ou dans les quartiers populaires, que l'on pourra défaire l'extrême droite. L'avenir n'appartient pas aux racistes, aux intégristes et aux partisans du repli sur soi. C'est à nous de l'écrire.

MOBILISATION GÉNÉRALE !



QUAND LE PIRE DEVIENT ENVISAGEABLE

Le RN n'a pas fait que remporter pour la troisième fois consécutive le scrutin européen en France. Il a aussi écrasé la concurrence en obtenant plus du double des voix recueillies par ses deux principaux rivaux. Retour sur une ascension foncièrement résistible. Aujourd'hui comme demain.

Les grandes tendances du scrutin étaient aisées à entrevoir, mais la décision irresponsable de Macron a surpris tout le monde. La dissolution ouvre une séquence inédite et rebat incontestablement les cartes. Mais tirer les principales leçons hexagonales des élections européennes n'est nullement superflu, car cela permet de contextualiser le triomphe du RN.

LE R-HAINE AUX PORTES DU POUVOIR ?

Le Rassemblement national a remporté le 9 juin au soir un succès historique. Il n'a guère eu besoin de s'employer pour ce faire, en raison de la division qui prévalait à gauche et de la personnalisation du scrutin pour laquelle ont opté Macron-Attal – stratégie qui ne pouvait qu'être perdante, vu le discrédit abyssal du couple présidentiel dans l'opinion. Bardella a beau avoir fait montre tout au long de la campagne de sa vacuité et de son incapacité à répondre à une personne maîtrisant un tant soit peu les dossiers, l'électorat du RN – à l'opposé de ce que fut la base très volatile du frontisme historique – est fidèle et a voté comme un seul homme. Plus de 90 % des électrices et électeurs de Marine Le Pen au printemps 2022 ont voté pour la liste menée par Jordan Bardella.

La seule façon d'amoindrir le score de la liste RN était de parler du fond. De parler de protection, de salaires, de lutte contre l'uberisation et contre les GAFAM. De parler d'environnement et de transition écologique. Exactement ce sur quoi les macronistes voulaient jeter un voile pudique. Quant aux forces de gauche, elles ont trop souvent préféré cliver artificiellement sur des sujets certes importants, mais dont la complexité ne souffre ni les postures électoralistes ni les caricatures. Le sinistre résultat est connu : le RN arrive largement en tête, avec 31,4 % des voix, soit plus du double des suffrages recueillis par la liste arrivée en deuxième position, et obtient 30 sièges (contre seulement treize pour ses deux principaux concurrents).

UN BLOC BOURGEOIS À LA DÉRIVE

La liste menée par Valérie Hayer est reléguée loin derrière, puisqu'elle ne recueille que 14,6 % des voix et doit donc se contenter de treize sièges. C'est un camouflet inédit pour l'exécutif, deux

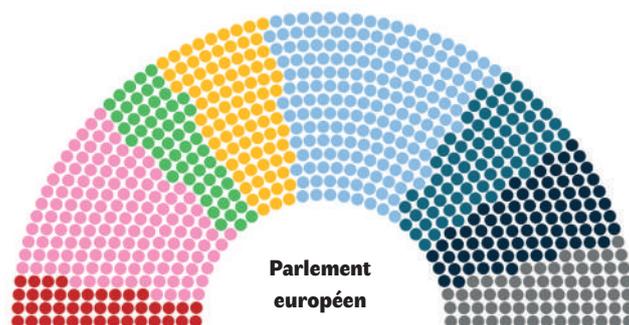
ans à peine après la réélection de Macron. Même en comparaison des dernières échéances européennes, le bilan n'est guère flatteur pour le pouvoir en place. En 2019 Nathalie Loiseau, la tête de liste Renaissance, avait en effet réussi à rassembler 22,4 % des suffrages (soit 21 sièges). Le RN était alors à portée des macronistes, puisque la liste de Marine Le Pen l'avait emporté de peu, avec un score de 23,3 %. En cinq ans, il a donc gagné huit points alors que la « majorité » présidentielle en a perdu... autant ! Drôle de façon de lutter contre l'extrême droite !

Les déçus du macronisme ne se sont pas reportés sur la liste LR qui est à l'étiage avec 7,3 % des suffrages exprimés et six sièges (contre 8,5 % et huit sièges il y a cinq ans). L'arithmétique électorale est cruelle : le bloc bourgeois a du plomb dans l'aile et il n'y a même pas besoin de pointer les contradictions politiques et idéologiques qui le minent pour affirmer qu'il est incapable de s'opposer à l'accession du RN au pouvoir.

NOUS SOMMES L'ALTERNATIVE !

Malgré la funeste division de la gauche, notre camp a fait mieux que résister. La contre-performance des écologistes est certes indéniable et le crash annoncé de la liste Deffontaines a bel et bien eu lieu. Mais, dans les faits, le peuple de gauche a cherché, envers et contre tout, à exprimer sa combativité en votant pour la liste se revendiquant le plus du programme de la NUPES, ou en optant pour la liste de gauche la mieux placée pour passer devant les macronistes. L'heure est trop grave pour se réjouir. Mais la liste Manon Aubry frôlant les 10 %, malgré des sondages défavorables et une campagne rendue inaudible par les vociférations de certains, est une bonne nouvelle dans la perspective de la lutte frontale qui nous attend. Tout comme les 14 % obtenus par la liste PS-PP.

La lutte sera frontale, car les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le 9 juin, le total des voix cumulées de l'extrême droite excédait les 38 %. Celui de la gauche s'établissait autour de 35 %. Celui de la droite plafonnait à 27 %. La gauche, parce qu'elle est maintenant unie et qu'elle est en capacité de répondre aux aspirations de l'écrasante majorité de la population, est bel et bien la seule alternative à l'effroyable tandem Le Pen-Bardella.





UN CONTINENT EN BLEU FONCÉ

Comme il y a cinq ans, le grand chambardement annoncé n'a pas eu lieu : la poussée des forces réactionnaires et xénophobes, quoique réelle, ne leur permet pas de prétendre au pouvoir. Mais leur pression sur le PPE pour obtenir un durcissement des politiques migratoires sera encore accrue.

Si le scrutin européen est présenté en France comme un séisme, il est plutôt marqué, dans les autres pays de l'Union – et plus généralement au niveau continental – par l'approfondissement des tendances lourdes observées depuis dix ans. Le hic, c'est que ces dernières sont défavorables au monde du travail et que leur résultante peut mener à terme à l'explosion de la « grande coalition » qui dirige *de facto* l'Union, et au basculement du Parti populaire européen (PPE) vers sa droite.

DES DYNAMIQUES QUI S'APPROFONDISSENT

La première leçon du scrutin, c'est le renforcement du pôle conservateur. Le PPE confirme son statut de groupe majoritaire en obtenant 185 sièges (contre 179 dans l'assemblée sortante). L'érosion des LR en France et plusieurs contre-performances (notamment en Scandinavie) sont largement compensées par le net succès de la CDU-CSU, qui recueille plus de 30 % des voix, mais aussi par la victoire du PP espagnol, celle du parti conservateur flamand en Belgique, ainsi que de Nouvelle Démocratie en Grèce. ERC, le groupe dit des « conservateurs et réformistes » (*sic* !) – une scission de droite du PPE –, renforce lui aussi ses positions au Parlement, malgré les résultats en baisse du PiS polonais, grâce au net succès de la formation de Georgia Meloni.

La deuxième tendance forte à l'échelon continental, c'est le retour à une sorte d'étiage pour les deux groupes modérés qui avaient su tirer leur épingle du jeu il y a cinq ans. Ainsi, le groupe Renew pâtit des échecs de Renaissance, du FDP allemand et des libéraux belges – un déclin déjà entamé par le départ des élus britanniques « lib-dem » dès 2020. Les Verts européens vivent eux aussi, après l'embellie de 2019, une sorte de retour à la normale, essentiellement en raison de l'échec d'EELV en France et des résultats décevants des Grünen. Cet affaïssissement des modérés explique en partie la résistance dont font montre les sociaux-démocrates européens qui se maintiennent globalement, puisqu'ils ne perdraient que quatre strapontins. Cette stabilité vient du rebond du PS français, des victoires du PSP et des sociaux-démocrates



suédois, mais aussi de la résistance du PSOE face au PP, qui compensent globalement la forte baisse du contingent du SPD. Le groupe de la Gauche européenne conserve lui aussi l'essentiel de ses forces.

La dernière leçon du 9 juin, c'est la poussée de l'extrême droite partout sur le continent. Certes, le triomphe du RN cache la forêt des partis identitaires et xénophobes qui restent en dessous de 10 % dans nombre de pays (Croatie, République tchèque, Danemark et Finlande, Espagne avec Vox). Mais il n'empêche ! Les faits sont là : le groupe Identité & Démocratie (I&D) est officiellement crédité de neuf sièges supplémentaires, grâce aux succès du FPÖ autrichien et, bien sûr, du RN. ERC passe quant à lui de 69 à 73 membres. Et surtout, les élus de l'AfD, qui a recueilli près de 16 % des suffrages outre-Rhin, mais aussi des nouveaux venus tels que le parti Chega, au Portugal, qui se réclame explicitement de la dictature de Salazar, sont pour l'heure comptabilisés parmi les non-inscrits. Il en va de même pour le Fidesz de Viktor Orbán, mis au ban du PPE. On peut à bon droit estimer que le nombre d'élus de droite populiste et d'extrême droite frise la barre des 200.

VERS LE POINT DE BASCULE ?

En comparant cette estimation avec le total des voix de droite (264 députés, contre 278 en 2019) et celui des voix de gauche (225 députés, contre 247 en 2019), on apprécie mieux la poussée des droites extrêmes sur le continent. Si la déconfiture des groupes de centre-gauche

et du centre-droit permet le maintien du PSE, voire de la GUE, et le renforcement du PPE, le bond en avant des élus populistes, voire extrémistes, ne peut provenir que d'une radicalisation d'une partie de l'électorat conservateur. Cette poussée aura des conséquences dans la législature qui s'ouvre.

En effet, la « grande coalition » PPE-libéraux-PSE-Verts passe de 488 sièges (65 % du total) à 453 (63 %). Autant dire que sa base, déjà réduite en 2019 par rapport à ce qu'elle représentait lors de la mandature précédente (près de 70 %), continue à se rabougrir. Ce qui va conforter, au sein du PPE, l'aile favorable à un rapprochement avec l'ERC, voire avec I&D, ainsi qu'avec les populistes non-inscrits. Cette fraction du groupe majoritaire, regroupée autour du PP espagnol et de Forza Italia, sort renforcée du scrutin, et elle peut s'appuyer, de l'extérieur, sur les troupes du Fidesz hongrois. Dans cette configuration, les élus de Fratelli d'Italia pourront jouer un rôle de trait d'union, puisqu'ils disposent d'une confortable majorité au sein d'ERC et que leurs amis dirigent à Rome un gouvernement de coalition avec Forza Italia (groupe PPE) et avec la Lega (groupe I&D). Le franc succès de la CDU-CSU en Allemagne rend pour l'heure improbable un renversement unilatéral des alliances du PPE. Mais il est clair que les groupes de droite vont pouvoir monnayer un éventuel soutien politique à la future coalition au pouvoir par un durcissement des politiques migratoires européennes et par un affaiblissement du soutien de l'UE à l'Ukraine.



LES RESSORTS DU VOTE RN

Le vote d'une partie des ouvriers pour le FN-RN est hélas un fait avéré depuis longtemps. Ce qui se joue en revanche ces dernière années, c'est le basculement vers la formation populiste d'une partie des couches intermédiaires davantage « insécurisées » que paupérisées. Essai d'analyse.

Sondeurs et observateurs s'accordent sur un point depuis le 9 juin : le RN est devenu un parti « normal » qui tend à ressembler toujours davantage à la société dans son ensemble. La formation des paumés, des classes moyennes fragilisées, des ruraux apeurés et des catholiques traditionnels aurait laissé la place à un parti dont l'influence s'étend sur tous les âges, sur les deux sexes et dans toutes les couches sociales : des employés aux classes supérieures, en passant par les fonctionnaires et les intellectuels. La formation lepéniste serait devenue un parti-société ? C'est aller un peu vite en besogne.

LA CLÉ D'UN VOTE

Ce que montre avec une grande netteté le sociologue Félicien Faury dans ses récents travaux, c'est que l'électorat RN venu des « couches intermédiaires » et du monde des « indépendants » (notamment dans le sud-est de la France) a un point commun fondamental avec le vote frontiste ouvrier : il juge impossible de transformer en profondeur la société. Et comme cet électorat, souvent propriétaire de son logement, généralement qualifié et parfois même à la limite de l'aisance, considère sa position sociale comme foncièrement précaire – si ce n'est comme franchement mena-

cée –, il estime que le maintien de son niveau de vie passe par une réduction des droits de populations entières, considérées comme moins légitimes que lui et pourtant privilégiées par les politiques publiques, notamment via les revenus de transfert. Félicien Faury pointe cette idée très répandue chez les personnes qu'il a interviewées : « *Il y aurait une préférence étatique pour les minorités ethno-raciales, dans le fait [...] qu'une fois arrivées dans le pays, on leur permette de bénéficier des aides sociales, comme tous les "vrais" Français.* » Quand la répartition capital-travail est conçue comme un rapport de forces intangible, voire comme une donnée naturelle immuable, il est normal, en cas de difficultés, de considérer l'autre comme celui qui vient « prendre notre travail » (pour les personnes en danger sur le terrain de l'emploi) ou comme celui qui bénéficierait indûment de prestations sociales « payées par nos impôts » (pour les personnes se situant volontiers parmi les « classes moyennes » menacées).

Que l'on soit artisan ou commerçant, petit patron, salarié vivant en zone péri-urbaine, habitant d'une zone rurale en déclin, « nouvel indépendant », jeune, femme ou retraité, la clé du vote RN reste la « préférence nationale », puisqu'il s'agit toujours de (re)prendre aux « non-Français » le seul surnuméraire mobilisable (en matière de revenus, de service public, d'aménagement, d'infrastructures...). Prendre aux plus malheureux, considérés comme extérieurs et donc comme illégitimes, pour sauver les moins malheureux, constituant un fort vague « nous » ancré dans une histoire plus ou moins fantasmée : tel est donc le ressort fondamental du vote RN.

LE CAPITAL, VOILÀ L'ENNEMI !

En trois semaines, nous n'aurons malheureusement pas le temps de déjouer tous les préjugés racistes et xénophobes. En revanche, la gauche unie peut lancer aux abstentionnistes, comme aux électrices et électeurs tentés par les sirènes frontistes, cet appel solennel. Leur véritable ennemi, ce n'est pas « l'autre », le migrant ou l'immigré – qui est d'ailleurs souvent tout aussi français qu'eux. Leur véritable ennemi, c'est le grand patronat, totalement intégré à l'État, à qui Bardella-Le Pen obéiront tout aussi servilement que Macron-Attal. C'est la finance de marché qui ne cesse d'imposer aux peuples une mise en concurrence déshumanisante, porteuse de haine et de guerre. C'est l'ultra-riche qui se gave de la fraude et de « l'optimisation » fiscales, de la désindustrialisation, de la casse des services publics et des politiques d'aménagement, ou encore de cette manne détournée quotidiennement de la Sécurité sociale pour nourrir les assurances privées.

En arrachant des mains du capital ce qu'il nous a volé, à nous toutes et tous qui produisons les richesses, depuis tant d'années, nous pourrions à la fois vivre mieux et soutenir les plus fragiles, d'où qu'ils viennent. La solidarité n'est pas un luxe que nous ne pouvons plus nous permettre : c'est au contraire la condition de la reprise en main collective de nos vies face aux seuls véritables assistés avides de nous prendre nos emplois et nos sous : le grand patronat et les actionnaires.

***Le véritable ennemi,
ce n'est pas « l'autre »,
le migrant ou l'immigré
Le véritable ennemi,
c'est le grand patronat
et la finance de marché
totalement intégrés à l'État,
à qui Bardella-Le Pen
obéiront tout aussi
servilement
que Macron-Attal.***



L'AUTRE PARTI ANTI-SOCIAL

Comme l'a rappelé à plusieurs reprises notre ami François Ruffin, le RN, qui se présente comme le parti des petits et des humbles, n'est rien d'autre que l'autre parti des riches. Les masques sont tombés sur la question de la retraite à 64 ans et gageons que ce n'est qu'un début.

Combien de fois pouvait-on lire le mot « profit » dans le 36 pages officiel de Marine Le Pen lors des dernières élections présidentielles ? Zéro ! Et le mot « bénéfices » ? Encore zéro ! Peut-être « dividendes » ? Toujours zéro ! C'est bien simple : pour le RN, l'exploitation, ça n'existe pas.

Critiquer explicitement le profit mettrait en effet la formation frontiste en porte-à-faux avec son électorat historique de commerçants et de petits patrons qui, pour reprendre la formule de Jaurès, « parce qu'il n'a pas récolté sans peine, s' imagine avoir semé ». Mais surtout, le RN de Marine Le Pen, qui aspire fiévreusement au pouvoir, entend pour ce faire obtenir le blanc-seing de fractions décisives de la bourgeoisie. Ce qui implique de mettre en sourdine les éléments saillants de sa démagogie sociale, conçue dans le passé pour séduire les secteurs les moins politisés du salariat.

CE POUR QUOI LE RN A VOTÉ

Il est à ce titre intéressant de lister les positionnements du groupe parlementaire RN en matière économique et sociale depuis que le parti est devenu une véritable force politique au palais Bourbon, soit depuis deux ans. Les député.es RN ont ainsi voté pour :

- la fin des droits au chômage d'un.e salarié.e après abandon de poste ;
- la fin des allocations chômage pour un.e salarié.e refusant un CDI à la fin d'un CDD ;
- la limitation du droit de vote des travailleuses

et travailleurs précaires aux élections professionnelles ;

- l'augmentation du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires ;
- la baisse de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

CE CONTRE QUOI IL S'EST PRONONCÉ

Ce qui précède est déjà significatif. Mais c'est quand on s'intéresse aux positionnements en contre des député.es RN que l'inventaire devient tout bonnement édifiant. Elles et ils ont en effet voté contre :

- l'augmentation du Smic ;
- l'indexation des salaires sur les prix ;
- la revalorisation des traitements des fonctionnaires de 10 % ;
- l'augmentation des petites retraites ;
- la suppression des aides publiques aux entreprises qui ont augmenté les dividendes sans augmenter les salaires ;
- le blocage des prix de première nécessité et la gratuité des premiers mètres cubes d'eau ;
- le gel des prix des loyers et la revalorisation des APL de 10 % ;
- le rétablissement de l'ISF ;
- la taxe sur les superprofits et celle sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros ;
- le renforcement de la fiscalité sur les plus riches (TVA sur les produits de luxe, taxes sur les logements vacants, sur les résidences secondaires, sur les yachts et les jets privés) ;
- l'augmentation des moyens pour lutter contre la fraude fiscale.

D'AUTRES PERLES

Ces « amis du peuple » qui ont décidément une sollicitude touchante pour les riches et les possédants luttent par ailleurs pied à pied – par orthodoxie ordo-libérale, par démagogie antifiscale, mais aussi pour des raisons idéologiques encore moins avouables – contre d'autres progrès proposés par la gauche ces derniers mois. Les député.es RN se sont en effet prononcé.es également contre :

- la gratuité de la cantine et des fournitures scolaires pour les familles les plus modestes ;
- la revalorisation des bourses étudiantes ;
- l'allocation d'un milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes ;
- la baisse de la TVA sur les transports en commun ;
- le conditionnement du versement des aides publiques aux grandes entreprises au respect de certaines contraintes écologiques ;
- l'instauration d'un impôt sur la fortune climatique.

L'affirmation selon laquelle le RN serait le « parti du peuple », voire le « parti des « ouvriers », est un mensonge éhonté. Non seulement parce qu'il affaiblit le salariat en opposant travailleurs français et « étrangers », mais aussi par son action parlementaire univoque, il mérite amplement son titre historique de parti anti-social.



Tout est possible



POUR GAGNER LES 30 JUIN ET 7 JUILLET !

Pour l'emporter, la gauche et les écologistes doivent être unis sur un programme qui réponde aux urgences et aux attentes de la majorité sociale du pays : salaires, retraite à 60 ans, redistribution... et avoir des candidatures uniques appuyées partout sur des comités de Front populaire larges.

La gauche et les écologistes se sont unis en trois jours en reprenant la formule lancée par François Ruffin de Front populaire. Et des centaines de milliers de signatures sont arrivées sur le site du même nom. Les candidatures sont déposées, le programme publié. C'est en quelques jours qu'il va falloir mobiliser une majorité de collègues, de voisins pour voter le 30 juin Front populaire.

DE LA SECONDE À LA PREMIÈRE PLACE

Avec un total de 34-35 % des voix aux élections européennes, la gauche est la seconde force électorale du pays derrière l'extrême droite anti-sociale de Bardella. Déjà le RN annonce qu'il n'abrogera pas la réforme des retraites de Macron. Il indique ainsi clairement son camp. La gauche rassemblée peut donc passer en tête dès le 30 juin au soir.

Il convient de regarder à la loupe les propositions du RN. Leurs responsables prétendent répondre aux attentes des Français.es, mais c'est l'inverse qu'ils préparent. Les masques sont tombés sur la question des retraites. Mais sur le Smic, c'est la même chose, ils refusent son augmentation, ils ont voté contre dans l'Assemblée nationale élue en juin 2022. Ils refusent que les salaires suivent les prix, alors que l'indexation prix-salaires, comme en Belgique, garantirait le maintien du pouvoir d'achat de la majorité.

LE RN, C'EST L'IMPOSTURE SOCIALE

Ils ne veulent ni la revalorisation des pensions, ni la gratuité des cantines, ni le gel des loyers. Le RN, c'est d'abord le rassemblement anti-social. Ils refusent de taxer les plus riches alors que ces derniers se gavent, contournent la fiscalité. En revanche, ils sont pour réduire les droits des chômeurs dans la droite ligne des réformes de Macron et de ses gouvernements.

En réduisant les droits des chômeurs, des syndicalistes, des associations, ils montrent leur vrai visage : celui de l'imposture sociale. Rien n'est bon dans le RN et ses alliés de droite.

Ils veulent réduire les cotisations sociales, prétendant augmenter ainsi le salaire net. Ce serait retirer des moyens à notre système de protection sociale, à la Sécurité sociale, aux retraites, etc. Et, en définitive, appauvrir davantage encore la majorité sociale de notre pays.

Parce qu'ils veulent s'en prendre à la majorité qui travaille, à ses droits sociaux, ils doivent rester la minorité. Disons-leur clairement le 30 juin et battons-les à plate couture le 7 juillet !

Dans cette double page, nous abordons quelques points sur lesquels s'appuyer pour gagner avec des mesures en positif, avec la participation du plus grand nombre, en renouvelant les pratiques politiques dès la campagne des législatives.

Le 30 juin
et le 7 juillet,
rendons
minoritaires
Bardella
et les siens !



LE NFP, C'EST LA JUSTICE SOCIALE D'ABORD

N'en déplaise au RN, ce sont la gauche et les écologistes qui répondent aux attentes sociales.

C'est l'abrogation de la réforme des retraites de Macron. Retour immédiat aux 62 ans et ouverture d'un chantier pour le droit à une retraite entière à 60 ans. C'est l'abrogation des mesures prises contre les chômeurs qui voient leurs allocations baissées, leur temps d'indemnisation réduit, y compris pour les plus âgés que les employeurs mettent à la porte à 55 ans.

Plutôt que des jeunes sans boulot, sans indemnité chômage, réduits à des petits boulots, à de l'intérim ou des CDD, avec la gauche, ce sera une allocation d'autonomie pour la jeunesse jusqu'à 25 ans. C'est le chantier de la réduction du temps de travail avec les 32 heures sur quatre jours pour créer des emplois.

Avec la gauche, c'est un Smic revalorisé, le chantier de la hausse de tous les salaires à concurrence de l'augmentation du Smic. C'est la priorité donnée à la santé et à l'école, le rétablissement des services publics sur tous les territoires, notamment ceux éloignés des métropoles.

Il faudra dégager les moyens financiers qui existent. Par exemple en supprimant les milliards d'aides aux grosses entreprises qui n'en ont pas besoin, tout en maintenant les exonérations de cotisations et les aides aux petites entreprises en difficulté ou exposées à une concurrence déloyale à laquelle il faudra mettre un terme. Mais aussi et surtout en taxant les super-profits réalisés sur le dos du plus grand nombre au service d'une minorité d'actionnaires et de super-riches.

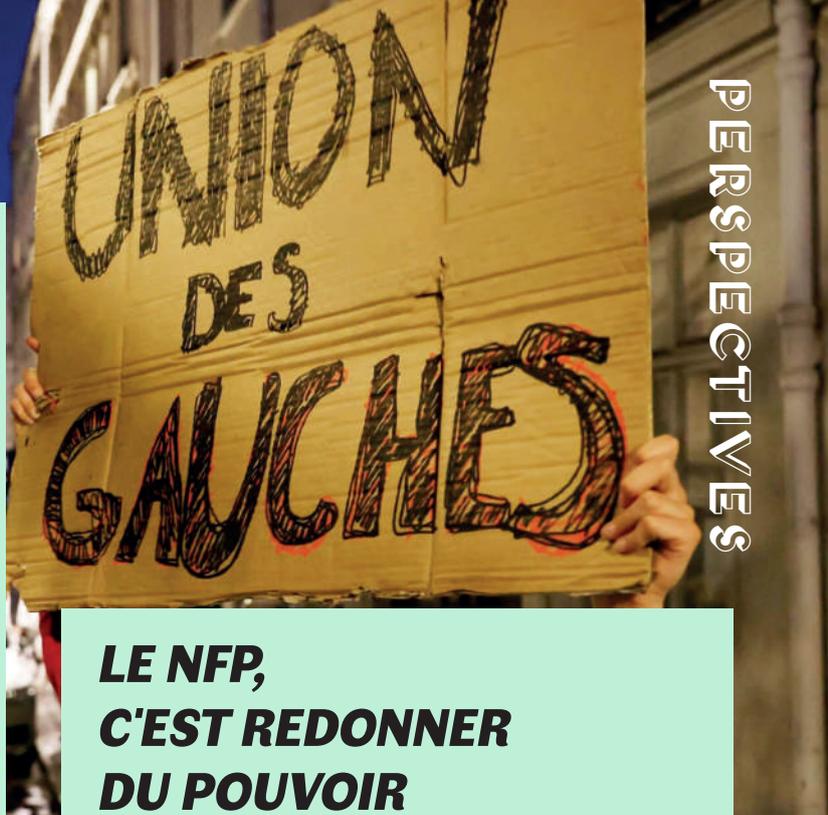
LE NFP, C'EST LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Face aux populistes de droite et d'extrême droite, la gauche et les écologistes ont des réponses concrètes aux nouveaux défis pour notre planète.

Prendre à bras le corps le chantier de la crise climatique, des inondations, des sécheresses, du maintien de la biodiversité pour une alimentation de qualité. L'agriculture, le revenu des paysans sont au cœur de ces questions. Répondre à la crise climatique, c'est aussi l'isolation des logements, éternel serpent de mer, insuffisamment pris en charge notamment dans les immeubles collectifs, les logements intermédiaires.

C'est le retour des petites lignes SNCF, des alternatives partout pour des transports en commun propres. C'est le transport de l'essentiel des marchandises par le train plutôt que l'engorgement de nos routes par des camions de plus en plus gros et roulant sur des milliers de kilomètres à travers toute l'Europe.

Des budgets européens peuvent être mobilisés, la taxation des produits importés de pays à bas coûts doit devenir une réalité. Le budget de l'État doit être mobilisé. Ce sont des chantiers à ouvrir en s'appuyant sur l'expertise scientifique et sur l'expertise citoyenne. Car la transition doit être l'affaire de toutes et de tous.



LE NFP, C'EST REDONNER DU POUVOIR AUX CITOYENS

Il n'y a pas de sauveur suprême. Ni Macron, ni Bardella-Le Pen, ni quiconque y compris de notre camp. C'est pourquoi la gauche et les écologistes veulent pousser la démocratie, la délibération jusqu'au bout, avec des procédures claires, le respect des votes et des consultations.

Rien ne changera vraiment si les salariés, les jeunes, les retraités ne s'emparent pas des affaires publiques qui sont les affaires de toutes et de tous. La politique, la gestion de la cité, les réponses aux principaux défis sont des questions trop sérieuses pour les abandonner à des professionnels de la politique ou à des technocrates formés dans les mêmes grandes écoles. La vie de chacune et chacun est un bien trop précieux. L'avis de toutes et de tous doit donc être entendu.

Du comité de quartier jusqu'à l'Assemblée nationale, en passant par les instances représentatives du personnel, nous devons être entendus. C'est une profonde démocratisation de notre vie politique qui est en jeu. Le chantier d'une VI^e République trouve ses racines dans cette nécessité d'une plus grande démocratie.

DES COMITÉS FRONT POPULAIRE PARTOUT

Et ça commence par la campagne ! Partout, soyons à l'initiative de comités de Front populaire, sans exclusive, avec toutes et tous. Ils viendront colorer la campagne, ils porteront les aspirations de la population vers nos candidats. Dans un premier temps, ils seront le creuset d'une campagne qui associe des militantes et militants associatifs, des syndicalistes, des citoyennes et des citoyens de tous les âges et de toutes les conditions.

Ces collectifs nourriront ensuite l'action du ou de la députée élue, discuteront des projets de loi, des consultations nécessaires, tout en respectant les positions de chacune et de chacun.

Il faut construire un grand élan, une grande dynamique pour l'emporter après des dizaines d'années à subir. Et ce grand élan sera la matrice d'une nouvelle République sociale, écologique, démocratique et féministe. Nous en avons un grand besoin pour que l'avenir soit radieux pour toutes et tous. Et pour changer la vie.



LES DIX CHANTIERS DU FRONT POPULAIRE

La France n'a jamais été aussi riche, et les richesses aussi mal réparties. Les 500 premières fortunes détiennent en cumulé près de 1 200 milliards d'euros, une somme astronomique qui a été multipliée par cinq en dix ans. C'est là qu'il faut allègrement piocher pour vraiment changer la vie.

1. VIVRE DIGNEMENT DE SON TRAVAIL

Augmentation du Smic à 2 000 euros brut, hausse uniforme des salaires de 300 euros, pas de minima conventionnels en dessous du Smic et indexation des salaires sur les prix.

2. À 60 ANS, ON LAISSE LA PLACE AUX JEUNES ET ON VIT

Reconquérons nos droits pour toutes et tous à la retraite à 60 ans à taux plein, mis à mal depuis trois décennies par les contre-réformes successives. Ajustons les cotisations salariales pour financer les pensions et les garantir.

3. TRAVAILLER MOINS, MIEUX ET TOUS

Halte à la précarité et à la casse des droits des 30 millions de salariés que nous sommes : interdiction de l'ubérisation et présomption de salariat pour les travailleurs dits « indépendants » ; pas plus de 5 % de non-CDI par entreprise, reconstruction du Code du travail et des instances représentatives du personnel (IRP), de la sécurité et de la santé au travail (CHSCT) et des prud'hommes ; contrôle des licenciements ; partage du travail par la semaine de 32 heures en quatre jours ; retour à une assurance chômage digne de ce nom.

4. REVENIR AU 100 % SÉCU

Le salaire net est fait pour vivre mois après mois, le salaire brut est fait pour toute la vie ! Une seule Sécurité sociale basée sur les cotisations salariales ; halte aux complémentaires ; reprise en main du budget de protection sociale par les assurés avec élections démocratiques aux différentes caisses ; plan d'investissement massif pour la santé, la formation des soignants, les urgences, les hôpitaux, contre les déserts médicaux.

5. FORMER DES CITOYENS ÉCLAIRÉS

Des moyens pour l'École publique, de la maternelle à l'université, et une priorité absolue donnée à l'éducation ; rattrapage des traitements des enseignants et des classes à effectifs réduits pour pallier la crise de recrutement et faire réussir nos enfants ; fonds publics pour la seule École publique ; allocation autonomie pour les jeunes de 18 à 25 ans et pré-recrutements dans les Fonctions publiques ; médias publics d'information exigeants et indépendants des pouvoirs ; lutte contre la désinformation, la haine et les médias-poubelles ; promotion d'une culture ouverte, pluraliste pour toutes et tous.

6. (RE)TISSER DES LIENS ENTRE LES GENS ET LES TERRITOIRES

Promouvoir des services publics performants et élargis, avec des personnels formés et en nombre suffisant, en ville comme dans les zones rurales ; priorité absolue aux transports en commun et collectifs, au fret ferroviaire, pas à l'avion et aux supercamions ; favoriser le logement social, les loyers bloqués, ainsi que la construction et la rénovation thermique face au dérèglement climatique ; retour d'EDF et de GDF dans le giron public et rétablissement de prix décents de l'énergie ; plan d'investissement massif pour atteindre l'objectif de 45 % d'énergies renouvelables à l'horizon 2030.

7. BIEN PRODUIRE POUR BIEN NOURRIR ET BIEN VIVRE

Défense d'une agriculture protégée pour assurer la souveraineté alimentaire, revenu agricole de base, prix planchers agricoles, marges des distributeurs encadrées, échanges internationaux contrôlés.

8. L'IMMIGRATION EST UNE RICHESSE

Pour une immigration légale organisée et respectueuse des individus avec pour objectifs essentiels l'accueil et l'intégration ; égalité des droits des salariés français et étrangers, traque de tous les trafiquants d'humains et de main-d'œuvre.

9. REFONDER LA RÉPUBLIQUE

Ce nouveau monde ne peut advenir que par le soutien actif de la population au gouver-

nement de la gauche unie, et donc par la mise en place de nouvelles institutions : d'où la nécessité de convocation d'une Constituante pour une VI^e République débarrassée du pouvoir personnel, démocratisée à tous les niveaux, permettant au maximum la participation et le contrôle réel des citoyennes et des citoyens.

10. REDISTRIBUER LES RICHESSES : MOYEN ET FIN

Tout cela ne sera possible que si nous reprenons en main et redistribuons les immenses richesses du pays : fiscalité directe et progressive pour les sociétés et les particuliers : taxation des successions, des grandes fortunes et des superprofits ; mise en place de vingt tranches d'impôt ; revenu maximum fixé à vingt fois le Smic pour commencer, traque des 1 000 milliards de la fraude fiscale et traitement exemplaire des délinquants fiscaux et sociaux.





REVENIR AUX 60 ANS, C'EST POSSIBLE !

La France est trois à quatre fois plus riche qu'en 1982, quand nous avons conquis le droit à la retraite à 60 ans. Il n'y a pas de raison économique à sa disparition : c'est là un diktat politique du patronat qui exige la baisse du « coût du travail » pour augmenter ses profits.

Quand le chômage de masse touche près de 6 millions de personnes, quand le travail devient plus productif et plus dur, quand l'allongement de l'espérance de vie en bonne santé est freiné, disons-le avec force : le progrès, c'est de travailler tous, mieux, moins, et de bénéficier de davantage de retraite avec un revenu décent. Car si on vit plus longtemps, c'est pour en profiter plus longtemps.

À L'UNISSON DE LA DROITE

Cela fait quarante ans qu'aux ordres du patronat et des actionnaires, les éditorialistes mainstream et les économistes libéraux nous assènent qu'on ne peut plus financer les retraites. Et ça continue avec la publication du dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR). Ils en sont à remettre en cause la contre-réforme de l'année dernière qui nous vole pourtant deux années de retraite. À « découvrir » un nouveau « trou » pour justifier un nouveau report de l'âge légal de départ, cette fois à 67 ans ! Le COR, manifestement omniscient, va jusqu'à affirmer que le déficit des retraites va se creuser jusqu'en... 2070 ! Elles replongeraient dans le rouge dès cette année avec un trou estimé de 5,8 milliards d'euros, qui pourrait même atteindre les 14 milliards en 2030. Ils essaient de nous faire peur pour que nous courbions l'échine. À commencer par Édouard Philippe, l'ancien Premier ministre et actuel maire Horizons du Havre, qui vient de déclarer : « *Revenir sur la retraite à 60 ans, peut-être que c'est très beau à entendre, mais ça ne se fera pas. Si ça se faisait, c'est la crise financière assurée.* »

Se pliant illico aux pressions du patronat, Jordan Bardella, invité du 20 heures de France 2, mardi 11 juin, a renvoyé à plus tard une éventuelle abrogation de la réforme des retraites. Faisant du « pouvoir d'achat » et des « factures d'électricité » sa « priorité », il a expliqué qu'il souhaiterait « évidemment » revenir sur la réforme Macron, mais seulement dans un « second temps ». Le matin même, sur RTL, interrogé par Yves Calvi sur une éventuelle abrogation, Bardella avait aussi botté en touche, en lançant un fort laconique : « *Nous verrons.* » De fait, Marine Le Pen a renoncé depuis long-

temps à la retraite à 60 ans et à taux plein au bout de 40 annuités, soit 160 trimestres (contre 172 aujourd'hui). Elle le réserve uniquement à celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, c'est-à-dire avant 20 ans. « *Ceux qui ont commencé à travailler jeunes partiront à 60, 61 ans et ceux qui ont fait des études partiront à 64 ou 65 ans* », explique-t-elle. Elle

pour la part salariale et 0,25 pour la part patronale) semblerait suffisante, jusqu'à ce que les besoins sociaux décroissent (probablement dès 2040).

Les élections du 30 juin et du 7 juillet nous donnent une occasion inattendue d'abroger le coup de force effectué par Macron en 2023 lorsque, par 49,3, sans majorité, contre l'écras-



vent « *inciter fortement les jeunes à entrer plus tôt dans la vie active* » sans formation poussée, entre 17 et 20 ans. En revanche, ceux qui ont commencé à travailler plus tard, l'immense majorité, devront attendre.

NOUS, NOUS LE FERONS !

Nos retraites peuvent être garanties à 60 ans pour toutes et tous à taux plein grâce à un mécanisme simple : en ajustant les cotisations sociales des 30 millions de salariés, comme cela se faisait jusqu'aux années 1990. Cela fait trente ans que les classes dominantes refusent d'adapter les cotisations aux besoins. Trente ans que le capital pille les fruits de notre travail. C'est cela qui a mis à mal le financement de nos pensions. Les retraites ne sont ni un impôt, ni une épargne, mais une part du salaire brut. Et c'est là qu'est la clef du problème, puisqu'il suffit d'une très faible hausse des cotisations sociales affectées aux pensions pour assurer le financement de ces dernières. Une augmentation annuelle de 0,4 point (0,15 point

sante majorité de l'opinion et des millions de manifestantes et de manifestants, il a porté l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Le nouveau Front populaire propose dès le lendemain de son élection de supprimer les décrets d'application des 64 ans, et donc de revenir aux 62 ans, puis d'ajuster les taux de cotisation pour revenir réellement ensuite, par la loi, aux 60 ans. On pourra au Parlement rediscuter et décider du nombre d'annuités pour le calcul d'un taux plein (la moyenne des annuités réellement effectuées par les salariés ?), de la base de ce taux plein (minima au Smic ? 75 % ou 80 % du salaire de référence ?), mais aussi des métiers pénibles physiquement et mentalement, dont l'exercice pourrait amener à baisser l'âge de départ à 55 ans pour les salariés concernés.



AUGMENTATION DES SALAIRES BRUT ET NET !

Depuis plus de trente ans, les salaires ont perdu dix points dans le partage de la valeur ajoutée. Alors que le capital était ravi de faire 5 % de profit, il cherche maintenant à atteindre des taux de 10, 15, voire 17 %. Il faut mettre un terme à cette recherche du profit maximum, loi implacable du système capitaliste.

Une gauche unie et forte, dès son arrivée au pouvoir, a pour tâche prioritaire de renverser la courbe et de redistribuer les immenses richesses accumulées. Celles et ceux qui s'appêtent à trahir le salariat disent généralement : « *Il faut d'abord produire des richesses, nous les redistribuerons ensuite* »... Là, au contraire, nous disons : « *La France n'a jamais été aussi riche et les richesses aussi mal redistribuées.* » Et nous allons joindre le geste à la parole.

POUR UN « CHOC SALARIAL »

Il s'agit de corriger, de rattraper les terribles inégalités salaires/profits qui existent. Et il ne s'agit pas de « primes », d'aumônes, de participation ou encore d'intéressement, mais de salaire net et brut. Tout centime supplémentaire produira plus de cotisations sociales. Quand le salaire net sur le mois augmente, le salaire brut sur la vie augmente aussi.

Ce rattrapage abaissera les profits et dividendes : le Smic passera à 2 000 euros brut, il y aura une hausse uniforme de salaire de 300 euros pour tous, une indexation des salaires sur les prix, les minima conventionnels seront interdits en dessous du Smic, et il y aura un salaire maximum fixé à vingt fois le Smic. Par ailleurs, toutes les grilles de salaires, par niveaux, coefficients et échelons, devront être renégociées dans les branches dans les plus brefs délais. Les bulletins de paie devront être détaillés et explicites.

Ce choc salarial aura plusieurs effets, dont le premier sera une forte relance économique : quantité d'entreprises verront leurs carnets de commandes se remplir comme par enchantement et la consommation augmentera massivement. Il faudra alors prendre des mesures immédiates pour aider, par catégorie et selon les seuils, parmi les PME et PMI, ETI et TPE, les entreprises viables en difficulté, et laisser sur le bord de la route les « canards boiteux », artificiels et nuisibles : les productions essentielles, industrielles et écologiques, seront favorisées.

Les 250 milliards d'euros d'« aides » et d'« exonérations » distribuées à l'aveugle par l'État-Macron seront toutes reconsidérées. Elles seront désormais versées sous condition de progression salariale nette et d'embauche, de respect scrupuleux du Code du travail et de conformité aux exigences de la lutte contre le dérèglement climatique.

REFONDER L'ORDRE PUBLIC SOCIAL

Nous régulerons aussitôt la sous-traitance, et ce en trois lois :

1. responsabilisation des donneurs d'ordre sur les plans juridique, financier, économique et pénal ;
2. alignement des sous-traitants sur les conventions collectives des donneurs d'ordre avec un seul niveau de sous-traitance ;
3. reconnaissance facilitée des Unités économiques et sociales (UES). Cette régulation protégera les petites et moyennes entreprises des méfaits et diktats des donneurs d'ordre. Nous renforçons



rons par ailleurs les moyens et les effectifs de l'Inspection du travail et les sanctions pénales contre la délinquance patronale. Nous restaurerons les IRP dans la plénitude de leurs droits, ainsi que les moyens des prud'hommes. Nous supprimerons les règles arbitraires d'attribution des marchés, des tribunaux de commerce, et des faillites de façon à ce que cessent les fraudes et corruptions en tous genres.

Les salariés pourront de nouveau lutter contre l'arbitraire et l'exploitation patronales, et nous les aiderons à obtenir leur dû : 32 h et semaine de quatre jours, durée maximale du travail abaissée à 40 h, heures supplémentaires encadrées et fortement majorées, temps de travail effectif redéfini en ce qui concerne les pauses, repos, amplitudes, coupures. La santé au travail redeviendra une préoccupation majeure, avec des CHSCT dans toutes les entreprises de plus de 20 salariés. La précarité sera légalement combattue : interdiction d'Uber et des travailleurs détachés ; halte aux contrats courts ; limitation de l'intérim, des CDD, des saisonniers ; pas plus de 5 % de non-CDI par entreprise, contrôle des licenciements.

LE MARCHÉ OU LA DÉMOCRATIE

Hausse des salaires, démocratie sociale, respect du droit du travail et amélioration des conditions de travail vont de pair. Ce train de réformes contribuera à rendre les entreprises plus humaines et, surtout, les incitera à produire au service des besoins du plus grand nombre, et non de la recherche aveugle – et de plus en plus irresponsable – du profit maximum. C'est une transformation d'ensemble qui est en jeu.

Via la reprise en main par le salariat de son avenir et de celui de toute la société, le monde du travail sera redessiné. Cette reconfiguration d'ampleur produira un choc de productivité, car la production de richesses sera réorientée, humanisée, contrôlée dans le cadre d'un plan d'ensemble visant la seule véritable transition sociale et écologique viable : le socialisme.



NÉCESSAIRE, MAIS QUI LA PAIERA ?

Le RN nie purement et simplement sa nécessité, les macronistes en parlent, mais la repoussent aux calendes grecques. La gauche unie est la seule force capable d'effectuer la bifurcation écologique afin de répondre, ici et maintenant, à l'urgence climatique. Et en affirmant nettement que c'est aux riches de la payer.

Nos sociétés se transforment. Sous le poids du changement climatique, nous n'avons pas d'autre choix que celui d'adapter et de modifier durablement les modes de production, la fabrique des villes, sans quoi la vie sur terre, en premier lieu dans les pays les plus pauvres, sera vite insupportable. En Inde, l'actualité météorologique nous le rappelle cruellement. Une question majeure reste devant nous : qui va payer la nécessaire transformation écologique ?

INÉGAUX FACE AU CARBONE

Les plus aisés sont aussi les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre. La pollution, ce n'est donc pas vraiment l'affaire de toutes et de tous ! Asséner des slogans qui visent à mettre sur un même pied d'égalité les pays pauvres et les pays riches d'une part, ou les classes populaires et les classes aisées d'autre part, ce n'est ni juste, ni fondé. Les inégalités climatiques entre les pays du Nord et ceux du Sud sont connues depuis des années, entraînant dès maintenant des exils forcés, qui se massifieront dans les décennies à venir.

Par ailleurs, les inégalités face à la pollution sont tangibles. Les grands pollueurs (multinationales, milliardaires) sont aussi les moins exposés aux pollutions. À l'autre bout de la chaîne, celles et ceux qui émettent le moins de CO₂, aux modes de vie chiches, sont quotidiennement exposés : pollution de l'air, bruit, expositions professionnelles multiples, perturbateurs endocriniens, pesticides... la liste est longue.

À l'échelon planétaire, l'Inde ne concourt qu'à 7,3 % des émissions mondiales (pour plus de 17 % de la population totale), mais les températures observées il y a quelques jours, dépassant les 50 °C, prouvent que le pays subit de plein fouet le dérèglement climatique. Et que dire des Philippines, des Fidji, des Tonga et de nombreux autres archipels du Pacifique dont l'existence est menacée alors que leurs émissions sont quantités négligeables ?

Oxfam résume cette injustice en un chiffre : les 1 % des ultra-riches a émis en 2019 l'équivalent des émissions de 66 % des plus pauvres

de l'humanité (5 milliards de personnes). On pourrait ajouter, pour faire bon ordre, que l'économiste Jean Gadrey estimait il y a peu que les 1 % les plus riches polluent cinq à dix fois plus que les 10 % les plus pauvres, tout en payant quatre fois moins de taxe carbone (en % de leurs revenus). Il n'est donc absolu-

au risque d'accroître certaines inégalités. Par exemple, vivre à la ville ou à la campagne impose une réalité carbone différente, quand on doit chaque matin se rendre au travail en voiture. Cette première vision, souvent relayée dans le débat public, entend faire payer un secteur de la population qui subit, pour partie, son



ment pas exagéré d'affirmer que les personnes, entreprises et pays les plus riches détruisent la planète, tandis que tous les autres subissent.

POLLUEURS PAYEURS !

Les plus aisés doivent être en conséquence les plus gros financeurs de la transformation. Les investissements de la transition écologique sont aussi nécessaires que colossaux. En France, si on s'en tient à un scénario établi par France Stratégie en 2022, l'ensemble des investissements supplémentaires s'élèverait à 66 milliards d'euros par an à l'horizon 2030. Dont 34 milliards d'argent public.

Le principe de justice s'impose. Et s'il est des renoncements à faire, il s'agit avant tout de préserver des environnements viables, à l'échelle de nos villes comme à l'échelle du monde. Deux visions s'affrontent : soit on répartit le coût selon les empreintes carbone de chacun,

mode de vie et les pollutions inhérentes. Elle est mise en avant par nombre de dirigeants pour cliver : c'est la fameuse perception d'une écologie « punitive ». Elle ne convainc pas.

Il existe une deuxième vision, véritable choix de société. Il suffit de répartir les coûts en fonction des valeurs effectivement sauvées. Cela permet d'épargner les personnes ou les pays pour qui l'adaptation serait trop coûteuse au vu des bénéfices sociaux réellement éprouvés. On simplifie alors pour ne faire payer que les plus riches, qu'ils soient pollueurs ou non, au prorata de ce que cela permettra de sauver. Taxer les riches, les multinationales et les pays du Nord pour maximiser les bénéfices environnementaux. Simple et nécessaire.



LES RÉTABLIR PARTOUT !

Loin de l'« obésité administrative » dressée en épouvantail par le Rassemblement national, notre pays connaît une détérioration sans précédent de ses services publics. C'est le fruit d'une politique consciente de sous-dotations à laquelle le nouveau Front populaire entend mettre fin.

Ce sabotage, savamment mis en œuvre par Emmanuel Macron, s'inscrit dans une stratégie de long terme qui a fait ses preuves au-delà de nos frontières : elle vise à dégrader progressivement les services publics pour les rendre impopulaires, puis à les supprimer ou les remplacer par des ersatz privatisés, inabordables et inefficaces.

LA GRANDE DÉSORGANISATION

En 2024, tous les secteurs d'intérêt général et touchant de près ou de loin au bien commun sont impactés, des transports à la santé, en passant par l'énergie, la justice, etc. L'ensemble des territoires le sont également, mais la province, les communes rurales et de banlieue, payent, avec les Outre-mer, un tribut particulièrement lourd : les services de proximité, souvent vitaux, y sont systématiquement démantelés. Jour après jour, l'effectivité des droits des personnes qui y résident est détricotée, pulvérisée. Alexis Corbières le disait clairement en 2018 : « Les politiques d'austérité [...] détruisent les services publics. L'école est abandonnée, la police est surmenée, les associations sont délaissées, les bureaux de poste sont fermés, les budgets des communes sont asséchés, les centres sociaux et culturels sont sacrifiés, l'offre de soin est diminuée... Tout cela

participe du grand désordre qui s'installe ».

Les mobilisations locales, souvent courageuses, ne suffisent pas – loin s'en faut ! – à endiguer cette asphyxie décidée et orchestrée par le pouvoir en place. La dégradation des prestations offertes aux habitants s'accompagne logiquement d'une réduction drastique des effectifs et d'une détérioration des conditions de travail de l'ensemble des agents, rémunérations comprises, régulièrement dénoncées par les organisations syndicales. Il en va de même du financement des associations qui, à l'échelon local, se substituent comme elles le peuvent à la puissance publique défaillante.

Les solutions médiatiquement mises en avant ces dernières années ne sont que des cautions sur des jambes de bois : les structures appelées France Services et leurs épigones, censés réintroduire l'indispensable « accueil physique », sont encore très largement inaccessibles à de nombreux habitants, et leurs personnels, confrontés à de multiples tâches et dispositifs, insuffisamment formés. Les outils dématérialisés, s'ils peuvent contribuer à l'amélioration de la relation entre l'administration et ses usagers, sont déployés sans accompagnement digne de ce nom, quand le nombre de personnes en difficulté avec le numérique est estimé à 13 millions. Faute de crédits suffisants votés par le Parlement, la « désertification médicale » bat son plein. La liste est longue, presque infinie.

ROMPRE AVEC L'INACCEPTABLE

Le succès électoral du RN, dans les zones rurales les plus enclavées et parmi les populations se considérant – à tort ou à raison – comme abandonnées par l'État, constitue un terrible et puissant signal d'alarme. Il faut entendre ce cri de ce qu'il est convenu d'appeler la « France périphérique », et y répondre. Ce que la formation frontiste, malgré tous ses discours, est bien incapable de faire, vu son programme économique et social largement aligné sur les Républicains et l'aile la plus réactionnaire de Renaissance. Or, le rétablissement d'un système fiscal juste et efficace, taxant effectivement les plus riches et supprimant les redistributions indues, notamment en direction des grandes entreprises, est la condition sine qua non pour restaurer cet État-providence puissant et redistributeur, au service de tous les habitants, que nous appelons de nos vœux.

Le nouveau Front populaire, à défaut de renationalisations massives, promet un « retour du service public » et « la reconstruction [immédiate] des deux services publics les plus cruciaux : santé et éducation ». Quatre-vingts ans après la publication, en pleine Seconde Guerre mondiale, du programme du Conseil national de la Résistance (CNR), que nos élites libérales se sont attachées à abattre pierre après pierre depuis la fin des années 1970, cette alliance montre la voie d'une société plus juste, plus solidaire et plus durable.

DÉMOCRATIE & SOCIALISME EST LA REVUE DE LA GDS

Il a été décidé de diffuser massivement ce numéro spécial législatives en ces heures graves. L'extrême droite est aux portes du pouvoir. Mais le nouveau Front populaire s'est constitué et dessine les contours d'une alternative politique unitaire, populaire, sociale et citoyenne. La GDS, qui défend depuis ses origines la perspective d'une maison commune de toute la gauche, démocratique, pluraliste, fondée sur un véritable programme de transformation sociale, est partie prenante du NFP.

Lisez ce numéro ! Discutez-le ! Distribuez-le autour de vous !

N'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante : contact@gds-ds.org.

Soutenez D&S et recevez la revue (10 numéros par an pour 40 euros).

Adhérez à la GDS pour lutter pied à pied contre le RN et construire la gauche de demain, celle du social au cœur !

Toutes les informations sur le site de la GDS : WWW.GDS-DS.ORG